

DES EMPLOIS DIGNES DANS UNE ÉCONOMIE FORTE ET VERTE

Les travailleurs et la classe travailleuse doivent être au centre d'une nouvelle UE

Seize points à mettre en œuvre par le Parlement et les organes décisionnels européens durant le mandat 2024-2029

- **Une transition juste (verte et numérique) :** « Pas de laissés-pour-compte ». Nous demandons une transition verte et numérique juste réalisée en intégrant une culture de participation des syndicats et de la société civile dans l'élaboration et la mise en œuvre de tous les investissements pertinents.
- **Des salaires équitables pour des conditions de vie dignes pour tous (Salaire ou conflit) :** « On ne veut plus de travailleurs pauvres ! »
- **Un dialogue social européen renforcé** avec un équilibre des pouvoirs garanti, afin que les représentants des travailleurs puissent négocier efficacement des conditions avantageuses pour les travailleurs.
- **Le droit à des actions/grèves européennes** doit devenir un axe fondamental en faveur d'une négociation collective européenne et d'une UE à taille humaine, où les droits sociaux doivent être au centre d'un nouveau Dialogue social européen et constituer le fondement des comités d'entreprise européens.
- **La lutte contre les pratiques abusives et le dumping social :** introduction d'une responsabilité conjointe et solidaire dans les chaînes de sous-traitance ; introduction d'une obligation légale pour les entreprises de respecter les conventions collectives applicables et/ou le droit du travail. Il doit s'agir d'un critère d'attribution obligatoire dans les marchés publics ; mise en œuvre dans l'UE de la Convention n°81 de l'OIT sur l'inspection du travail.
- **L'anticipation du changement :** reconversion/amélioration des compétences des travailleurs. Un degré élevé de développement social (sous la forme de compétences, de sécurité de l'emploi et de salaires) doit être au centre d'une UE autonome et indépendante en position de force relative, tout en forgeant une structure économique mondiale multilatérale.
- **Une fiscalité équitable :** il est indispensable de parvenir à une coopération et à une solidarité fiscales plus efficaces au niveau de l'UE, ainsi qu'à un contrôle plus strict des fonds publics accordés aux entreprises, principalement dans le but de redistribuer les risques inhérents aux troubles économiques actuels et de les détourner des citoyens et des travailleurs.
- **L'accueil des travailleurs migrants dans des conditions identiques :** ils doivent se voir garantir le droit de travailler dans les conditions et les droits légaux du pays où ils effectuent le travail, lorsque ceux-ci ne sont pas respectés par l'employeur.
- **Une impulsion de l'UE en faveur de la propriété publique d'entreprises clés :** (énergie, soins de santé, transport, alimentation, etc.) dans le but de réduire les pratiques quasi-monopolistiques existantes et d'étendre cette politique afin que les États puissent retrouver un équilibre des pouvoirs au profit des travailleurs et des citoyens, qui sont confrontés au pouvoir croissant des entreprises privées et des fonds d'investissement.
- **Atténuer les effets indésirables de la concurrence :** il est plus que jamais nécessaire d'éviter le dumping social, le faux travail indépendant, l'externalisation et le nivellement par le bas des salaires (maintenir et renforcer les droits des travailleurs).
- **Un système européen de protection sociale équitable et inclusif** qui propose un accès large et bien organisé aux allocations de maladie, d'éducation et de chômage, combinant ainsi protection sociale et investissements sociaux.
- **Des accords sectoriels obligatoires négociés pays par pays :** dans une nouvelle UE des Peuples, il ne peut y avoir de place pour les pratiques anti-syndicales. C'est pourquoi la négociation collective doit être protégée aux niveaux les plus élevés possibles, y compris ceux des marchés publics.
- **Lutter contre les violences et le harcèlement faits aux femmes partout, y compris sur le lieu de travail :** de nombreuses femmes sont touchées, d'une manière ou d'une autre, par la violence et le harcèlement en raison de leur statut professionnel, du type de travail qu'elles exercent ou des conditions du secteur dans lequel elles travaillent. Des politiques et des pratiques justes et équitables doivent être mises en œuvre pour éradiquer ce fléau.
- **Améliorer les conditions du travail de plate-forme :** les travailleurs de l'économie de plate-forme sont aussi des travailleurs ! Les droits des travailleurs ne sont pas négociables ! Toutes les formes de représentation collective doivent être garanties afin que les travailleurs de plate-formes puissent trouver le moyen le plus approprié d'accéder à la reconnaissance syndicale.
- **Des systèmes de retraite équitables dans toute l'UE** pour soutenir les retraités : il faut mettre un terme à l'allongement de la vie professionnelle et favoriser la mise en place d'une réduction générale du temps de travail.

- **L'UE doit mettre en place un Protocole de progrès social** donnant la priorité aux droits des travailleurs et aux droits sociaux par rapport aux libertés économiques, un protocole destiné à orienter le futur cadre d'une UE des Peuples.

*Toutes les demandes ci-dessus sont nécessaires, mais avant toute chose, **la Paix** est indispensable pour produire les effets positifs de chacune d'entre elles. Nous demandons à l'UE d'ouvrir tous les **canaux diplomatiques** et de favoriser un cycle immédiat de pourparlers de paix. Les guerres et la course aux armements ne rendront pas le monde meilleur : seuls le dialogue et la compréhension peuvent y parvenir.*